

LA MARCHANDISATION
DE L'ÉDUCATION

RÉSUMÉS DES ARTICLES

Revue trimestrielle
de l'Association française
des acteurs de l'éducation

Administration & Éducation

La marchandisation de l'Éducation

N°180 – 2023/4

1



« La marchandisation est la transformation de l'éducation en un produit marchand source de profit. Elle est un processus insidieux aux formes multiples qui touche à la fois les secteurs de l'éducation formelle et informelle... ». Ainsi concluait le sommet de la Francophonie réuni à Antananarivo en 2014. Le développement de ce phénomène, porté par des acteurs privés qui dissimulent mal les buts lucratifs qui les animent, interpelle toutes les organisations de la société civile intervenant dans le champ éducatif, il vient bousculer les valeurs qui fondent le caractère collectif et humaniste de l'École. La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'éducation, Mme Shaheed, concluait à nouveau en juin 2023 que la marchandisation de l'éducation s'avère un frein à l'égalité et une remise en cause de la qualité des contenus éducatifs, avec une amplification des risques résultant de l'essor du numérique dans ce domaine. Les alertes ainsi

posées, qu'en est-il exactement ? Quelle place la marchandisation prend-elle dans les systèmes éducatifs à travers le monde et dans le système éducatif français en particulier ? Entre les entreprises vendant des services à côté ou en plus de l'École, mais aussi en son sein même via les produits numériques, et les structures privées se substituant à l'École, le champ est vaste.

Le numéro 180 ambitionne de faire le point sur cette question fondamentale mais, chemin faisant, montre qu'aborder un tel objet se heurte au manque de travaux de recherche sur cette thématique. De toute évidence, le sujet dérange mais, face à la multiplicité des formes que prend ouvertement cette marchandisation, surfant insidieusement sur l'insatisfaction et l'anxiété des familles, n'est-il pas urgent de le prendre à bras-le-corps ? N'est-il pas urgent d'ouvrir les yeux sur les réalités tant sociétales qu'inhérentes à notre système éducatif qui favorisent l'essor de ce marché ? L'illusion protectionniste qui angélise parfois notre système ne suffit plus et, sans réaction, sans évolution de nos pratiques comme de nos structures, le maintien et le respect des valeurs fondamentales de l'École, enjeux centraux pour la République, pourraient être mis à mal. Par ce numéro, l'AFAE soulève un voile et, consciente que le vent mercantile peut le faire retomber, veut éclairer l'ampleur du phénomène et le faire partager.

RÉSUMÉS DES ARTICLES

Sommaire

Éditorial – C. Bisson-Vaivre, A. Bouvier, I. Klépal

Première partie : Le contexte de la marchandisation de l'éducation

The shadow education : perspectives internationales sur un secteur en pleine expansion – M. Bray

La marchandisation à l'œuvre dans le système scolaire et supérieur français : raisons et conséquences – A. van Zanten

La marchandisation de l'éducation en France : entre marché, régulation et parentalité – G. Felouzis, B. Fouquet-Chauprade

La marchandisation de l'éducation : le lieu d'un problème – P. Mathias

Deuxième partie : Entre besoins, offres et dépendance

Faiblesses de l'École et conquête du marché – A. Perrin-Turenne

Les relations économiques entre le numérique éducatif et l'École – G. Braun, J.-F. Cerisier, T. Joffredo

Existe-t-il un marché du numérique éducatif ? – G. Braun

L'École française au défi des « géants du numérique » – J.-F. Cerisier

Biens communs ou biens marchands ?

Plaidoyer pour « libérer » le numérique éducatif – T. Joffredo

Les officines privées à l'entrée dans l'enseignement supérieur – C. Moisan

La place des intérêts marchands dans les formations professionnelles – N. Perrot

Troisième partie : Entre demandes et inégalités induites, fragmentation de l'École ?

L'École est-elle une marchandise ? Ce que nous enseigne la difficile mise en œuvre de la mixité sociale et scolaire dans les établissements en France – A. Jellab

Le coaching scolaire, un révélateur de la marchandisation de l'éducation ? – A.-C. Oller

L'instruction en famille : contre la marchandisation, tout contre – P. Bongrand

Comment (sur)vivre lorsque les subventions diminuent ? Le cas d'associations complémentaires de l'enseignement public – I. Prat

Postface

Les avenir de l'École face à la marchandisation – J. Attali

Édito

Claude BISSON-VAIVRE, Alain BOUVIER, et Isabelle KLÉPAL

En posant l'ouvrage sur le métier, ouvrage que nous avons circonscrit au seul enseignement scolaire¹, nous étions convaincus que la marchandisation de l'éducation était un phénomène connu, mesuré, évalué, à l'évolution silencieuse et lente, et que quelques données bien choisies nous permettraient d'introduire la réflexion et les articles qui l'alimenteraient. Il a fallu très vite nous rendre à l'évidence et reconsidérer notre entrée dans le sujet avant d'aller plus au fond. Avant d'avoir commencé, nous aurions presque été portés à conclure, au moins en ce qui concerne le système éducatif français, que le sujet n'en était pas un et que, masqué par la régulation de l'enseignement privé au travers de la loi Debré², le phénomène était d'une part bien maîtrisé et d'autre part relativement marginal. Découverte inattendue ou pas, nous avons aussi constaté qu'enseignement privé et marchandisation ne sont pas synonymes. Aussi les acteurs du système n'ont-ils pas perçu que le « hors scolaire » marchand cerne le scolaire jusqu'à l'envahir peu à peu. Et dans ce processus, la marchandisation impacte de la même façon l'enseignement public et l'enseignement privé. La problématique est particulièrement complexe et il faut veiller à ne pas l'asseoir uniquement sur un passé qui n'aurait pas imaginé les transformations sociétales, technologiques et politiques inhérentes aux évolutions du monde.

3

***The shadow education* : perspectives internationales sur un secteur en pleine expansion**

Mark BRAY

En introduction de ce numéro, cet article donne les contours de la shadow education. Éducation parallèle, celle-ci tend à se diffuser sur l'ensemble de la planète, surfant sur la vague de la mondialisation des économies. Pour bien mesurer l'ampleur du phénomène, une typologie des acteurs et leur identification s'avèrent nécessaires. Bien que la plupart des nombreux exemples donnés soient situés hors d'Europe, les pratiques décrites interrogent non seulement les réglementations mises en place mais aussi l'éthique et la déontologie des intervenants. Elles alertent sur les dérives auxquelles sont exposés les systèmes éducatifs nationaux.

La marchandisation à l'œuvre dans le système scolaire et supérieur français : raisons et conséquences

Agnès VAN ZANTEN

La marchandisation, c'est-à-dire l'extension des domaines accessibles à une régulation de l'offre et de la demande autour du prix et, plus largement, autour d'un principe de concurrence, est actuellement largement à l'œuvre sous des formes diverses (marchés hybrides, extension du nombre de produits et services éducatifs marchands) dans l'enseignement scolaire et supérieur français. Cela doit inciter les responsables politiques et les acteurs de la base, ainsi que les chercheurs, à s'interroger sur les raisons de ce phénomène et sur ses conséquences, notamment sur les inégalités d'éducation.

La marchandisation de l'éducation en France : entre marché, régulation et parentalité

Georges FELOUZIS Barbara FOUQUET-CHAUPRADE

La France, comme bien d'autres pays, s'inscrit dans un processus de marchandisation de son éducation. Pourtant, elle y tient une place singulière. Le système reste en effet fortement régulé par la puissance publique et nous montrons la place toute particulière qu'y tient l'enseignement privé, largement subventionné par l'État. Nous montrerons ensuite que la marchandisation s'explique aussi par les demandes familiales et les nouvelles normes de parentalité. Enfin, nous donnons quelques éléments sur les nouvelles tendances éducatives qui s'inscrivent eux-aussi dans le mouvement mondial de marchandisation de l'éducation.

La marchandisation de l'éducation : le lieu d'un problème

43

Paul MATHIAS

Le propos de cette note n'est pas de pointer le danger que constituerait l'assimilation de l'éducation à un bien marchand : l'éducation est incontestablement un bien marchand attesté par l'organisation même de l'école, à la fois publique et privée ; il est donc vain de s'en émouvoir. En revanche, il importe de comprendre ce que signifie de l'y réduire et de se rendre compte qu'il en résulte un conflit d'idéaux où s'opposent, structurellement, d'un côté, un pragmatisme de la formation professionnelle porté par un souci d'efficacité, et, de l'autre, un idéalisme de l'édification personnelle et citoyenne, réputé faire écho aux valeurs fondatrices de la société civile. On observe ainsi quelque chose comme une angoisse institutionnelle tenaillant le système français d'enseignement, qui affecte profondément la conduite de politiques publiques et qui les fragilise en les rendant tributaires de techniques communicationnelles fondées dans un présent déraciné.

4

Faiblesses de l'École et conquête du marché

Agnès PERRIN-TURENNE

Interview réalisée et transcrite par l'équipe de coordination

De nombreuses entreprises commerciales (Academia, Anacours, Complétude, Cours Legendre, Superprof...) accompagnent des élèves : à côté, en complément, en supplément, en substitution de l'École? Tous les niveaux sont concernés, du CP à l'université, avec même une incursion à l'école maternelle. Cours à domicile, en ligne, en centre, coaching, etc., de multiples modalités sont proposées. Entre start-up de l'e-learning et poids lourds du soutien scolaire comme Academia, la concurrence se fait rude, on observe la compétition des encarts publicitaires très accrocheurs, révélant un marketing offensif très inhabituel dans le monde feutré de l'Éducation nationale. Agnès Perrin-Turenne a été chargée de développement à Academia et dirige désormais la Tony Parker Adéquat Academy, structure privée de sport-études ; elle nous expose son point de vue sur la création et le développement de telles entreprises.

Existe-t-il un marché du numérique éducatif ?

Gilles BRAUN

En France, le matériel scolaire est un marché considérable dans lequel le secteur du numérique occupe une place de plus en plus importante. Les budgets publics sont mobilisés sous différentes formes : en amont, le soutien à la production par des acteurs d'horizons divers; en aval, l'acquisition par les établissements, le ministère ou les collectivités territoriales. Aux modèles économiques classiques de l'acquisition de produits s'ajoutent des formes plus spécifiques au monde du numérique (logiciel libre, freemium...). Dans un tel cadre, comment l'État peut-il mener un pilotage efficace garantissant à la communauté éducative le respect des principes d'un service public seul à même d'éviter une privatisation de l'éducation ?

L'École française au défi des « géants du numérique »

Jean-François CERISIER

Les statistiques manquent mais la réalité est là! L'utilisation des services des « géants du numérique » est massive dans l'Éducation nationale. Parfois au travers de licences collectives souscrites par la puissance publique, le plus souvent via des comptes personnels et gratuits qui échappent à l'emprise réglementaire de l'institution et offrent encore moins de garanties quant à la protection des données personnelles. Ainsi, l'utilisation des suites logicielles Office 365 (Microsoft) et Workspace (Google) suscite-elle depuis des années des controverses qu'il est utile de resituer dans un contexte institutionnel, géopolitique, juridique et éthique.

Biens communs ou bien marchands ? Plaidoyer pour « libérer » le numérique éducatif

Thierry JOFFREDO

La marchandisation de l'école trouve une manifestation visible dans la croissance du marché du numérique éducatif. Des acteurs du secteur marchand se positionnent auprès des écoles et établissements afin de leur fournir matériels, ressources et services (propriétaires et fermés) pour répondre aux prescriptions de l'Éducation nationale en matière de développement des usages en classe, avec des enjeux importants souvent négligés (indépendance, protection, sobriété). Une politique de promotion et de mise à disposition de « communs numériques » et des logiciels et ressources éducatives libres ouvre de nouveaux horizons, offrant plus de maîtrise et de libertés aux acteurs de l'éducation, tout en étant plus alignée avec les valeurs de transparence, de partage, d'émancipation et d'ouverture, consubstantielles de l'éducation. L'exemple de Toutatice, environnement numérique de la communauté éducative bretonne, construit à partir de briques logicielles libres et opéré par l'académie de Rennes en partenariat avec les collectivités locales, montre la voie à suivre depuis plus de quinze ans maintenant.

5

Les officines privées à l'entrée dans l'enseignement supérieur

Catherine MOISAN

Il existe aujourd'hui un véritable marché portant sur la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur. De nombreuses offres (préparations et coachings) payantes figurent sur internet. La plupart existent depuis longtemps, ce qui montre que cette marchandisation n'est pas récente. Mais l'offre s'adapte très rapidement aux réformes (études de santé, Parcoursup). Elle vise un public restreint, disposant de moyens financiers suffisants et souhaitant mettre toutes les chances de son côté pour accéder et réussir dans des formations très demandées (et donc sélectives). Elle promet de répondre, sans aucune garantie, à des insuffisances du service public en termes d'information, de préparation ciblée.

La place des intérêts marchands dans les formations professionnelles

Norbert PERROT

Depuis 150 ans, l'enseignement est gratuit en France dans les établissements scolaires publics. Mais petit à petit, des « marchands de l'éducation » ont cherché à empiéter sur le terrain de l'État dans le domaine de la formation. Les formations professionnelles sont-elles ciblées comme le sont les filières générales? Dans un premier temps, les filières professionnelles semblent être épargnées, essentiellement à cause de la complexité de la formation et du coût des plateaux techniques. Mais la loi du 5 septembre 2018, en libéralisant les formations professionnelles, pourrait ouvrir ces filières à la marchandisation.

L'École est-elle une marchandise ?

Ce que nous enseigne la difficile mise en œuvre de la mixité sociale et scolaire dans les établissements en France

Aziz JELLAB

L'une des questions socialement vives qui s'est invitée dans les débats publics durant ces dernières années porte sur la mixité sociale et scolaire dans les écoles et les établissements scolaires en France. Si la loi du 8 juillet 2013 a confié au service public de l'éducation la mission de veiller à « la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement », il faut bien prendre acte du fait que celle-ci est loin d'être partout effective et que les progrès constatés ne résistent pas au renforcement de l'entre-soi, à l'ancrage de formes de ségrégation

tout autant sociale que scolaire, phénomènes auxquels l'enseignement privé, tout en étant sous contrat dans sa grande majorité, contribue indéniablement. Les facteurs rendant compte de cette réalité sont nombreux mais ils tiennent fondamentalement à deux éléments majeurs : d'une part, le manque de lisibilité politique qui permettrait de donner du sens à la mixité sociale et scolaire (pourquoi la mixité sociale et scolaire ?) ; d'autre part, l'emprise exercée par les diplômés qui conduit les familles les plus favorisées ou dont les enfants sont le plus en réussite scolaire à convoiter les meilleurs établissements ou une offre scolaire privée qui se conforme à leurs attentes. Le primat des intérêts particuliers sur l'intérêt général donne à l'école l'apparence d'une institution fonctionnant comme un marché, et rend difficile la mise en place d'une mixité sociale et scolaire. Si des leviers existent, ils n'ont pas encore montré leur totale efficacité.

Le coaching scolaire, un révélateur de la marchandisation de l'éducation ?

6

Anne-Claudine OLLER

Modalité émergente de l'accompagnement de la scolarité, le coaching scolaire, notamment celui qui vise l'orientation, apparaît comme l'une des stratégies éducatives familiales relevant d'un marché en pleine expansion. Cet article examine en quoi le coaching scolaire est un révélateur de la marchandisation de l'éducation, tant au regard de la rencontre entre une offre et une demande, afin de permettre à des jeunes de convertir leur capital économique en capital culturel, qu'au regard du soutien apporté par l'État à cet accompagnement scolaire. Ainsi se pose la question des choix politiques faits à l'égard de l'orientation.

L'instruction en famille : contre la marchandisation, tout contre

Philippe BONGRAND

Marginale mais récemment en essor en France, l'instruction en famille (IEF) participe certes de logiques – mêlées – de marchandisation, de privatisation et de commercialisation de l'éducation, mais cette participation est plurivoque. Avec, par ou dans l'IEF, la marchandisation peut en effet se montrer ignorée, contestée ou au contraire encouragée. Les différents termes de cette indétermination ont toujours à voir avec le rôle de l'État.

Comment (sur)vivre lorsque les subventions diminuent ?

Le cas d'associations complémentaires de l'enseignement public

Isabelle PRAT

Alors que les associations sans but lucratif vivent grâce aux subventions de l'État, elles sont confrontées depuis plusieurs décennies aux diminutions de cette source essentielle voire principale de fonctionnement. Dès lors, elles se retrouvent contraintes de développer des stratégies pour trouver d'autres financements afin de faire perdurer leurs actions. Les associations doivent alors recourir aux logiques marchandes, devenant davantage des associations prestataires de services plutôt que des associations complémentaires de l'enseignement public.

Les avènements de l'École face à la marchandisation

Jacques ATTALI

Interview réalisée et transcrite par l'équipe de coordination

L'ouvrage qu'a fait paraître Jacques Attali en novembre 2022 chez Flammarion, Histoires et avènements de l'éducation, balaye le temps depuis la préhistoire jusqu'aux siècles à venir, ainsi que l'espace à travers les continents et de nombreux pays. Ce livre passe aussi au scanner le système éducatif français. À chaque page, on ressent la formation scientifique de polytechnicien, la connaissance des usages des outils numériques les plus récents, la culture d'économiste et la grande connaissance de l'international de l'auteur.

Jacques Attali y développe des vues étayées, non conformistes, propres à déranger les idées reçues en France et pourtant considérées par le milieu pédagogique comme indiscutables. Comme s'il n'existait qu'une histoire de l'éducation, au singulier, alors que plusieurs y sont évoquées, avec notamment, les pédagogies alternatives. Dans cette interview qu'il a bien voulu nous accorder, Jacques Attali livre à la revue Administration & Éducation son analyse sur l'évolution des systèmes éducatifs en général et sur le système éducatif français en particulier, confronté au défi de la marchandisation.

